

Délibération n° 2020-10-64 du 15 octobre 2020

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches afin de favoriser leur convergence

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14, D. 6332-79 et D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n°2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Après en avoir délibéré le 15 octobre 2020,

Décide :

Exposé des Motifs

La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel pose deux principes :

- Les branches professionnelles ont la responsabilité du financement des contrats d'apprentissage, via les opérateurs de compétences (OPCO). Les OPCO prennent financièrement en charge les contrats d'apprentissage selon un niveau déterminé par les branches professionnelles et en application de principes fixés par décret.
- France compétences émet des recommandations auprès des branches professionnelles afin de faire converger les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage.

Le décret du 28 décembre 2018 précise que les branches professionnelles, par l'intermédiaire de leur commission paritaire nationale de l'emploi (CPNE) ou de leur commission paritaire de la branche professionnelle (CPBP), doivent déterminer un niveau de prise en charge pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle pour lequel le niveau de prise en charge n'a jamais été fixé auparavant.

L'OPCO de la branche du crédit mutuel a transmis à France compétences, avant le 24 août 2020, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

La méthodologie utilisée pour l'émission des recommandations se fonde sur les données remontées par les branches et consolidées par les OPCO. Elle consiste à comparer les valeurs remontées par la branche pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle aux valeurs globales remontées par l'ensemble des branches



sur le diplôme ou titre à finalité professionnelle considéré afin de définir une valeur de référence permettant la convergence des niveaux de prise en charge, avec une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées.

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche du crédit mutuel, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code ainsi que les nouveaux contrats sur ces mêmes diplômes ou titres qui seront signés.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP du Crédit Mutuel dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Fait à Paris, le 15 octobre 2020

Le Président du Conseil d'administration,
Jérôme TIXIER



Annexe : Recommandations de France compétences

Recommandations de France compétences à la branche du crédit mutuel

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP du Crédit Mutuel pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1468

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	*Niveau de prise en charge minimum toléré	*Niveau de prise en charge maximum toléré	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP du Crédit Mutuel	RNCP26949	CONSULTANT EN MANAGEMENT DE PROJETS	9200	8800	7765	9064	NON CONFORME
CPNEFP du Crédit Mutuel	RNCP34225	DROIT DE L'ENTREPRISE (FICHE NATIONALE)	9200	7600	7372	7828	NON CONFORME
CPNEFP du Crédit Mutuel	RNCP34238	EXPERT EN INGÉNIERIE PATRIMONIALE	10000	7422	7199	7645	NON CONFORME
CPNEFP du Crédit Mutuel	RNCP19216	EXPERT FINANCIER ET ADMINISTRATIF	9200	7800	7566	8034	NON CONFORME
CPNEFP du Crédit Mutuel	RNCP19418	MANAGER ADMINISTRATIF ET FINANCIER	10000	8900	7730	9167	NON CONFORME
CPNEFP du Crédit Mutuel	RNCP16261	MANAGER COMPTABLE ET FINANCIER	10000	7543	6900	8997	NON CONFORME
CPNEFP du Crédit Mutuel	RNCP28716	MANAGER DES STRATÉGIES COMMUNICATION MARKETING	9200	8300	7600	8966	NON CONFORME
CPNEFP du Crédit Mutuel	RNCP17999	MANAGER DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL	9200	7661	7200	9000	NON CONFORME
CPNEFP du Crédit Mutuel	RNCP12378	RESPONSABLE COMPTABLE ET FINANCIER	8500	7900	7210	8400	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	*Niveau de prise en charge minimum toléré	*Niveau de prise en charge maximum toléré	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP du Crédit Mutuel	RNCP34123	DROIT PRIVÉ (FICHE NATIONALE)	9200	7800	7566	8034	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés